

COVID-19 : opération psychologique



[Source : Agoravox]

par Collectif TPH

Partie 1- Des psys sonnent l'alarme

Nous sommes un collectif de psychologues, psychanalystes et psychothérapeutes et nous lançons un message d'alerte. La politique gouvernementale s'apparente à nos yeux à une campagne de destruction massive du psychisme de la population. Ceux qui sont censés œuvrer pour le bien-être de nos concitoyens sont en train de créer des traumatismes potentiellement irréversibles.

Depuis presque un an, le monde est confronté à une crise inédite liée à la propagation d'un virus nouveau de la famille des corona virus, le SARS-COV-2, au sein de la population humaine. La maladie causée par ce virus est quant à elle appelée COVID-19 pour « corona virus disease 2019 » (maladie à corona virus 2019).

Pour faire face à cette épidémie mondiale, les instances politiques nationales ont pris la décision d'imposer des mesures radicales qui impactent très fortement le quotidien des Français. La méthode employée, particulièrement coercitive, a fait la preuve de son inefficacité. Elle a des conséquences dramatiques sur le plan économique et sur la santé de la population, en particulier sur sa santé mentale qui est directement attaquée. Pourtant le gouvernement s'entête dans une stratégie politique délétère au point qu'un nouveau confinement est désormais envisagé.

Les Français doivent prendre conscience que leur gouvernement n'agit pas dans le sens de leur intérêt : il est devenu clairement « pathogène » (c'est-à-dire générateur de pathologies). L'analyse de cette gestion de crise nous amène à conclure que cette situation n'est pas seulement le résultat des errements du pouvoir. La crise actuelle a le mérite de lever le voile sur ce

qui apparaît désormais comme une évidence : ceux qui prétendent représenter le peuple agissent sous l'influence de lobbies qui défendent des intérêts diamétralement opposés à ceux de la population. Les médias, quant à eux, relaient les messages délibérément anxiogènes du pouvoir et pratiquent une censure quasi systématique à l'encontre de toutes les études susceptibles de mettre en cause la narration officielle. Force est donc de constater qu'une coalition malsaine et machiavélique, alliant gouvernement, médias et puissances d'argent, s'est constituée. Elle s'attaque de façon systématique et caricaturale à la santé psychique de la population.

En tant que « psy », nous ne pouvons rester plus longtemps sans réaction. Les Français doivent se mobiliser collectivement pour mettre un terme à cette folie et protéger leur cerveau et celui de leurs enfants contre les coups de boutoir du pouvoir, faute de quoi nous allons au devant d'une catastrophe sanitaire et humaine sans précédent.

Partie 2 : Danger pour la santé psychique des Français !

Des mesures portant atteinte à la santé de la population

La gestion de la crise sanitaire par le gouvernement a des conséquences sérieuses sur la santé de la population. Le confinement a provoqué un affaiblissement de l'immunité pour des raisons variées : sédentarité, manque d'air et de soleil, absence de pratiques sportives et d'échanges sociaux. Cette mesure radicale, inédite dans l'histoire de l'humanité (imposer à la population dans son ensemble, y compris les gens en bonne santé, de rester chez elle), a eu un effet très anxiogène qui est en soi nuisible à la santé par effet nocébo (impact mesurable à l'imagerie cérébrale d'une substance absorbée ou d'une information véhiculée et perçue comme négative).

Le port du masque obligatoire et généralisé, autre mesure inédite dans l'histoire de l'humanité, n'a nullement fait la preuve de son efficacité. Le port du masque ne peut être efficace que dans des conditions d'utilisation très précises qui ne peuvent pas être respectées à grande échelle. *A contrario*, de nombreuses études démontrent la nocivité du port du masque pendant plusieurs heures d'affilées. Comme le résume Thierry Lagrange, médecin généraliste à La Rochelle, « on demande aux gens de rester confinés sous leur masque ce qui est totalement inepte du point de vue physiologique ». Cette mesure délétère est imposée *manu militari* par un gouvernement qui, quelques mois plus tôt, se démenait pour expliquer son inutilité.

Exemples de patients dans nos cabinets

La façon dont cette crise a été gérée a également provoqué des dégâts sur le plan psychologique. Nous avons pu le constater dans le cadre de nos

consultations.

1- Une patiente est arrivée en consultation à la suite du confinement en état de choc post traumatique. Elle était désorientée, ne comprenait rien à ce qui se passait. Elle raconte qu'elle s'est faite agresser dans la rue un jour où elle faisait des courses par une personne qui l'a insulté car elle ne gardait pas suffisamment ses distances. Extrêmement angoissée et déprimée, elle avait également développé des troubles du sommeil.

2- Un patient est venu en consultation en état de décompensation. Totalement désorienté et dans la confusion, il était incapable de revenir à lui. Son cerveau sursaturé d'informations contradictoires tournait en boucle sans parvenir à dénouer le vrai du faux. Il était envahi d'angoisses de mort et terrorisé.

3- Afin d'échapper à la réalité (très difficile à vivre) du confinement, un adolescent de 17 ans avait pris une fois du LSD à la suite de quoi il avait basculé dans la décompensation psychotique (schizophrénie).

4- Une mère amène sa fille de 7 ans qui présente des TOCS (troubles obsessionnels compulsifs) depuis le confinement. La petite n'ose plus rien toucher. A chaque fois, elle demande à sa mère si elle peut toucher ceci ou cela : jusqu'à l'herbe dans son jardin ; jusqu'à ses crayons de couleur ou même la table dans sa classe. La petite vit désormais dans une angoisse permanente de contamination, multipliant les lavages de main et les conduites d'évitement... Par ailleurs, elle a la terreur d'oublier de se laver les mains avant de toucher ses ami(e)s, persuadée que, si elle oublie, elle risque de les contaminer. Elle a peur de faire du mal à quelqu'un qu'elle pleure tous les matins avant d'aller à l'école.

La mère est en panique de voir sa fille aussi angoissée. Après quelques questions, il apparaît que les parents sont tout aussi terrorisés que leur fille. Ainsi, depuis le confinement et le matraquage médiatique qui a suivi, ils lavent les courses à l'eau de javel avant de les ranger dans la maison. Si la petite a le malheur de toucher aux courses avant qu'elles n'aient été lavées, c'est l'angoisse et elle se fait aussitôt réprimander.

La mère comprend alors qu'elle a elle-même adopté un rituel obsessionnel qu'elle a transmis à sa fille de même que l'angoisse de toucher des objets non lavés et de contaminer les autres.

Ce ne sont que quelques exemples parmi tant d'autres. Ainsi le confinement, ainsi que le dé-confinement qui s'en est suivi, ont provoqué l'apparition de très nombreux symptômes :

- angoisses, notamment chez des jeunes enfants, énurésie,
- état de choc posttraumatique,
- violences conjugales et violences sur les enfants,
- hypocondrie,
- troubles obsessionnels compulsifs, notamment chez les enfants,

- multiplication des cas de décompensations psychotiques,
- dépressions,
- suicides, etc.

Partie 3 : Quand le pouvoir pervers joue avec nos cerveaux

Des comportements pathologiques normalisés

De nouveaux rituels de nature obsessionnelle

Les « gestes barrières » ainsi que la généralisation du masque, mesures d'apparence moins brutales que le confinement, ont également des conséquences psychiques importantes. La systématisation des « gestes barrières » revient à généraliser au sein de la population des comportements qui s'apparentent aux rituels de nature obsessionnelle. Le plus grave est que cette folie a atteint jusqu'aux classes maternelles : en effet, les enfants ne peuvent plus aller librement à la découverte de leur environnement ; ils doivent eux aussi suivre des protocoles sortis d'un cerveau malade.

La généralisation du masque jusque dans les espaces publics s'apparente à une mesure de confinement psychique généralisé. Le port du masque nous coupe radicalement du lien à l'autre. Il porte sérieusement atteinte à notre capacité à nous rencontrer, partager, échanger, construire ensemble et in fine à résister. L'homme étant un être fondamentalement social, le masque attaque notre humanité, nous isole et nous pousse vers la folie. Il nous transforme en une masse indifférenciée de zombies.

Obligation à maltraiter nos enfants

Le fait d'imposer le port du masque toute la journée aux collégiens et lycéens est, pour le coup, une véritable honte. Cette obligation s'apparente clairement à un exercice de soumission collective. Forcer des jeunes de 11 ans à mettre des masques toute la journée et les sanctionner s'ils ne le font pas est un stade supérieur de la violence psychologique. On emprisonne psychiquement nos enfants. L'Education Nationale est en quelque sorte devenu le ministère de la Soumission Nationale.

Injonctions paradoxales dignes du pervers narcissique

Tout semble avoir été fait pour mettre les citoyens dans un état maximal de confusion, d'angoisse, de sidération, d'hébétéude.

Le procédé de la « double contrainte »

Au début de la crise, le gouvernement et les médias n'ont cessé de diffuser

des messages contradictoires. Ainsi par exemple, le Président Macron était au théâtre le 6 mars 2020 et incitait les Français à sortir et à ne rien changer de leur mode de vie. Le 12 mars, il maintenait le premier tour des élections municipales tenues le 15 mars... et il annonçait le 16 un confinement généralisé.

Lorsque deux messages opposés sont proférés simultanément ou presque (et notamment quand un message explicite s'oppose à un message implicite concomitant), le cerveau est incapable de gérer l'information. Il « bug » en quelque sorte. Ce procédé, connu sous le nom de « double contrainte » (*double bind* en anglais), est typique du fonctionnement pervers. Il conduit à la destruction de la capacité à penser et jette la personne dans la confusion, l'impuissance et finalement la dépression.

Des terroristes qui s'ignorent

Lorsque le Président Macron annonce le confinement lors de son allocution du 16 mars 2020, il fait le choix d'une rhétorique guerrière, répétant à de nombreuses reprises que « nous sommes en guerre... ». Nous nous sommes retrouvés dans une sorte de version 2.0 de la guerre contre le terrorisme, cet ennemi invisible qui peut surgir à tout moment. Loin de se mobiliser pour faire face à la menace que représentait le virus, le gouvernement a choisi de nous confiner. Au lieu d'agir, il s'est contenté de nous dire : « restez chez vous, sauvez des vies ». Ainsi, comble de la terreur, nous pouvions nous-mêmes héberger, à notre insu, ce tueur assoiffé de sang. Nous étions en quelque sorte des terroristes qui s'ignorent.

Clivage intérieur

Ce message a eu des conséquences psychologiques désastreuses, notamment chez les jeunes. Très peu de nos patients craignaient pour eux-mêmes mais un très grand nombre était terrorisé d'être responsable de la mort d'un proche. Le niveau de perversité de ce slogan est inimaginable : il porte directement atteinte à l'intégrité psychique des individus en y instillant un clivage intérieur.

Quand respirer devient un acte criminel

Toute remise en question du discours officiel a été violemment réprimée. Ainsi, avoir l'audace de respirer librement au grand air dans une forêt ou sur une plage est devenu un acte criminel, passible d'une amende de 135€ d'amende (beaucoup plus en cas de récidive). Pour faire respecter ces règles dictatoriales, le gouvernement a fait usage de méthodes tout droit sorties des pires films apocalyptiques : on a vu des drones survolant des villes désertes et ordonnant aux rares passant de rentrer chez eux. La culpabilisation des réfractaires et l'incapacité de se révolter ont renforcé l'état d'impuissance dans laquelle la population a été jetée.

Absence de visibilité sur l'avenir et effets psychologiques irréversibles

Mais le pire, dans la gestion de cette crise par le gouvernement, est sans doute l'absence totale de visibilité sur l'avenir. En effet, notre psychisme est capable de faire face à des événements traumatiques à la condition qu'ils soient limités dans le temps. En revanche, quand la population n'a aucune perspective de retour à la normale et que la situation traumatisante s'installe dans la durée, les effets psychologiques deviennent irréversibles.

Des messages anxiogènes réguliers et un état de stress permanent

Or c'est précisément ce qui se passe dans la gestion de cette crise prétendument sanitaire : Au cœur de l'été, alors même que l'épidémie était terminée, le gouvernement a décidé de maintenir une pression maximale sur la population et de ne lui laisser aucun répit. Il a maintenu l'impératif des gestes barrières et du port du masque au point que ces mesures sont en train de devenir la norme. Chaque fois que la tension psychique des gens redescend, les médias nous gratifient d'une piqûre de rappel : ils distillent un nouveau message anxiogène qui a pour finalité de nous maintenir dans un état de stress chronique qui a des conséquences délétères sur les organismes.

Le caractère systématique de cette démarche nous conduit à nous interroger sur les raisons qui poussent le gouvernement à agir ainsi. Cette manière de procéder s'apparente à la technique de l'entonnoir, méthode manipulatoire (utilisée notamment en technique de vente) dont la finalité est d'amener pas à pas l'interlocuteur à adopter une conduite désirée. En l'occurrence, quel est l'objectif poursuivi par le pouvoir en agissant de la sorte ?

Partie 4 : Population sous propagande

Incompétence et manipulation

Cette crise sanitaire a d'abord révélé la très grande fragilité d'un pouvoir dont la désagréable impression d'être en permanence dépassé par les événements.

Incapable de prendre de la hauteur et d'agir dans la sérénité, ce dernier a semblé basculer dans une instabilité émotionnelle de type hystérique. Par la suite, le pouvoir a tenté de reprendre la main en manipulant de façon systématiquement les chiffres afin de donner une vision totalement déformée de la réalité et faire taire toute velléité de contestation.

Manipulation des chiffres

- De nombreux témoignages indiquent que beaucoup de morts ont été classés

« COVID19 » sans vérification ou de façon délibérément fallacieuse. A titre d'exemple, un patient nous a raconté que sa mère, atteinte d'un cancer en phase terminale, a été testée positive au SARSCOV-2. A sa mort, elle a été comptée au rang des personnes décédées de la COVID-19 (et non du cancer).

- L'un des indicateurs clés pour évaluer la gravité d'une épidémie est la baisse de l'espérance de vie : on ne peut en effet pas mettre sur le même plan le décès d'une personne dans la force de l'âge (un jeune père de famille par exemple) et celui d'un vieillard au crépuscule de sa vie, qui n'aurait vécu, dans le meilleur des cas, que quelques mois de plus. Or la baisse d'espérance de vie a été quasi nulle entre 2019 et 2020 à ce jour (moins deux mois, ce qui correspond au niveau standard de variabilité annuelle). Cette seule donnée permet de conclure qu'il ne s'est absolument rien passé qui puisse, de près ou de loin, justifier un arrêt de l'économie et une mise au pas de la population dans son ensemble.

Le changement brutal des indicateurs de suivi de crise

Le changement brutal des indicateurs de suivi de crise au cours de l'épidémie illustre bien les intentions manipulatoires du pouvoir :

- Au pic de l'épidémie, le Directeur Général de la Santé annonçait tous les soirs, avec la plus grande solennité, le nombre de morts dû à la COVID19 des dernières 24 heures, se gardant bien d'en donner des éléments d'appréciation (âge, comorbidité, etc.). Nous avons ainsi droit à une sorte de « grandmesse » macabre du journal de 20 heures.
- Puis lorsque le nombre de morts est devenu très faible, la narration a brutalement changé et les médias n'en ont, d'un seul coup, plus fait état. Une nouvelle référence s'est imposée : le nombre de cas testés « positifs ». Rares sont ceux qui se sont émus de ce revirement grossier qui s'apparente à un tour de passe-passe visant à faire perdurer le climat anxieux aussi longtemps que possible.
- La notion même de « cas positifs » est en elle-même sujette à interprétation manipulatoire, le gouvernement entretenant délibérément la confusion sur la signification du test : un cas positif n'est pas, dans la majorité des cas, malade ni même contagieux.

Polémique autour du Professeur Didier Raoult

La polémique autour du Professeur Didier Raoult et de son traitement à base d'Hydroxychloroquine (HCQ) et d'Azithromycine soulève, quant à elle, de très nombreuses questions :

- Pourquoi avoir véhiculé l'idée que l'HCQ était une molécule dangereuse alors qu'elle est utilisée depuis des décennies et qu'elle a été prise par des centaines de millions de personnes ?
- Même si la décision aurait été prise dès le mois d'octobre 2019, pourquoi avoir acté le 13 janvier 2020 le classement de l'HCQ comme substance vénéneuse, en interdisant sa vente sans ordonnance pour la première fois

depuis 1955, alors même que de nombreux pays (notamment la Chine) utilisaient déjà un traitement à base de chloroquine contre le COVID19 ?

- Pourquoi le journal *Le Monde* ainsi que le ministère de la Santé ont-ils qualifié de « fake news » les annonces du Professeur Raoult sur l'efficacité de son traitement en février 2020 accusant ainsi cet éminent professeur de n'être ni plus ni moins qu'un menteur ? Le ministère de la Santé s'est ensuite rétracté.
- Comment expliquer l'affaire du Lancet Gate qui restera comme l'un des plus grands scandales scientifiques de notre temps ? Le 22 mai 2020, la prestigieuse revue scientifique britannique *The Lancet* publie en effet une étude censée clore le débat sur l'efficacité de l'HCQ : les conclusions défavorables conduisent l'OMS puis le ministère de la Santé français à suspendre les essais concernant l'HCQ. Le gouvernement français interdit également son utilisation pour le traitement de la COVID19. Quelques jours plus tard, *The Lancet* est contraint de retirer son étude, entièrement bidon. Pourquoi aucune procédure judiciaire n'a-t-elle été lancée pour faire toute la lumière sur cette affaire ?
- Pourquoi la société de pathologie infectieuse de langue française (SPIIF), qui est une association regroupant des professionnels de santé intéressés par les maladies infectieuses et tropicales, a-t-elle porté plainte contre le Professeur Raoult auprès de l'Ordre des Médecins des Bouches du Rhône en mai 2020 ? Pourquoi avoir pris le parti de la censure et de la répression plutôt que d'engager un débat honnête et ouvert entre spécialistes ? L'association ainsi que les membres de son bureau touchent des sommes importantes des grands laboratoires pharmaceutiques, et notamment de Gilead, qui produit le Remdésivir, concurrent de l'HCQ. Pourquoi ces versements, dont les sommes ont considérablement augmenté ces dernières années, n'ont pas été relatés par les médias ? Plus généralement, pourquoi les médias ont-ils régulièrement donné la parole à des médecins et chercheurs sujets à conflits d'intérêts avec l'industrie sans même en faire état ?
- Pourquoi tous les praticiens de terrain ayant eu des résultats avec ce traitement ont-ils été réduits au silence ? Pourquoi les médecins français se sont-ils vus interdire la prescription d'HCQ ce qui revient à porter atteinte au code déontologique de la profession qui confère aux médecins la liberté de prescrire ?
- Pourquoi le géant Facebook (2,5 milliards d'utilisateurs) a-t-il décidé, de manière très officielle, de censurer toute information qui défendrait l'efficacité de ce traitement de l'aveu même de son PDG Mark Zuckerberg (« Si quelqu'un dit que l'HCQ est un remède contre la COVID, nous le retirerons »).
- Pourquoi avoir pris le traitement du Professeur Raoult pour cible alors qu'il est utilisé pour le traitement de la COVID19 dans de très nombreux pays, notamment aux Etats-Unis, au Brésil, en Chine, en Russie, en Iran, au Portugal, aux Pays-Bas, en Belgique, en Italie, dans de nombreux pays africains, etc. ?

Didier Raoult estime à 15.000 le nombre de morts qui aurait pu être évités en France si son traitement avait été généralisé. Le Professeur Perronne parle même de 25.000 vies épargnées.

Opération psychologique contre la population (PsyOp)

Angoisses de mort réactivées et propagande de masse

Ainsi, le pouvoir a délibérément véhiculé une vision déformée de la réalité de cette crise sanitaire. Il a berné la population afin de la maintenir en état de stress chronique et de délire collectif généralisé. La survenue d'une pandémie réveille le spectre des grandes épidémies du passé (peste noire, cholera, typhus, grippe espagnole). Des angoisses de mort puissantes sont donc logiquement réactivées. Dans ce contexte, il est de la responsabilité du pouvoir et des institutions médicales d'apporter des informations précises, d'agir et de rassurer. Mais le gouvernement a fait tout l'inverse : il a capitalisé sur l'apparition de l'épidémie de SARS-COV-2 pour imposer depuis presque huit mois une propagande de masse. Toutes les voix discordantes ont été réduites au silence, le pouvoir ne craignant pas de faire usage de la force pour imposer sa vision au prétexte fallacieux et pervers de protéger la population.

Les tapis de bombes ont cédés la place à une invasion de masques

En agissant de la sorte, le gouvernement, secondé par la plupart des médias de masse, a servi des intérêts opposés à ceux de la population. Il s'est rendu coupable d'une agression psychologique à l'encontre des citoyens qui ressemble en tout point aux « opérations psychologiques » (ou « Psy Op ») menées par la CIA pour terroriser les populations. Les agissements actuels du pouvoir s'apparentent à une attaque invisible, à bas bruit, sournoise, perverse, qui vise à affaiblir nos défenses psychiques. A l'heure du « soft power », les tapis de bombes ont cédé la place à une invasion de masques d'apparence inoffensive, mais c'est la même terreur qu'il s'agit d'alimenter afin de soumettre la population. Ce sont nos cerveaux qui sont pris d'assaut et il est de notre responsabilité d'en assurer la défense.

Dans sa fameuse allocution du 16 mars 2020, le Président de la République annonçait le confinement et la mise en place de l'état d'urgence sanitaire, justifiant ces mesures en matraquant que « nous sommes en guerre » contre ce méchant virus. Mais ne nous y trompons pas : Macron aurait été plus honnête s'il avait précisé : « Nous sommes en guerre contre vous qui me regardez ». Reste à identifier et comprendre qui est ce « nous »...

Le Professeur Raoult : pilier face au délire collectif généralisé

Dans le délire collectif généralisé délibérément entretenu, le Professeur Raoult a incarné un des rares pôles stables par delà les frontières de l'Hexagone. Alors que le pouvoir mettait tout en œuvre pour terroriser la population, il a aidé beaucoup de monde à résister au délire et à ne pas

basculer dans la folie. Il avait la compétence, l'expérience et la personnalité pour le faire. Dans cet océan, d'incompétence, d'arrogance, de mensonges et de manipulation, il a montré qu'il avait la stabilité, la solidité psychique, l'expérience et le recul nécessaires pour résister à la pression. Il su assumer ses responsabilités. Les attaques que Raoult a subies (diffamation, insultes, etc.) attestent du fait qu'il dérange. Il constitue en effet une menace sérieuse pour tous ceux qui cherchent à instrumentaliser la crise pour servir leurs intérêts.

Partie 5 : Développons des armes psychologiques

Des enjeux financiers colossaux

Fuite en avant dans le mensonge

L'obstination du gouvernement à mentir sur la réalité de ce virus et à imposer des réponses inadaptées et délétères peut s'expliquer par la volonté de se prémunir de toute attaque. C'est une sorte de fuite en avant dans le mensonge pour masquer son incompétence et ses errements initiaux. Terrorisé de devoir rendre des comptes, le gouvernement a ainsi persévéré dans ses mauvais choix.

Une opportunité pour des bénéfices record

Mais cette raison ne saurait à nos yeux expliquer à elle seule le niveau de manipulation dont nous avons parlé : cette épidémie est l'objet d'enjeux financiers colossaux. L'acharnement contre l'HCQ qui est une molécule peu chère (elle n'est plus sous brevet) et facile à fabriquer, s'explique, du moins en partie, par ces questions d'ordre financier. Le marché de la santé dans son ensemble est aujourd'hui de plus en plus soumis aux logiques capitalistiques.

Pour l'industrie pharmaceutique, la « pandémie » de SARS-COV-2 se résume à une opportunité extraordinaire d'engranger des bénéfices record. Le coût de fabrication d'une dose vaccinale est minime et la marge qu'il permet de réaliser est très importante. Ainsi la manne financière qui peut découler de la mise sur le marché d'un vaccin destiné à 7 milliards d'individus est inimaginable. Bill Gates, informaticien aujourd'hui autoproclamé médecin chef de la gouvernance mondiale, estime à 40 milliards de dollars le coût pour vacciner la planète. Cette épidémie aiguise donc des appétits féroces que rien ne saurait contrarier.

C'est une véritable course contre la montre qui est lancée et les enjeux financiers sont tels qu'il y aura un vaccin, n'en déplaie au plus grand infectiologue de la planète, le Professeur Raoult, qui explique en quoi l'idée même d'un vaccin contre le virus SARS-COV-2 est une ineptie du point de vue scientifique...

Coalition d'intérêt contre la population

Nous assistons ainsi à une collusion d'intérêts de ceux qui nous gouvernent avec la puissance médiatique et certains lobbies. Ensemble ils agissent pour défendre les intérêts d'une toute petite minorité contre ceux de la population dans son immense majorité. Macron s'exprime en tant que porte-voix de cette coalition usant de procédés pervers et, pour reprendre ses mots, c'est cette coalition davantage que le virus qui est « en guerre » contre la population.

Les conséquences prévisibles de cette crise.

Aujourd'hui, nous constatons que la pression ne redescend pas. L'objectif est clairement de préparer la vente d'un vaccin pourtant globalement inutile (du fait de la faible létalité du SARS-COV-2) et dangereux (développé à la va-vite en court-circuitant les protocoles habituels de mises sur le marché en raison de l'urgence).

Les propagandistes officiels cherchent même désormais à conditionner la population à l'idée qu'il ne s'agira pas d'une vaccination définitive, mais qu'il faudra prévoir une revaccination régulière (avec nouveau passage à la caisse...). Le 2 octobre 2020 sur le plateau d'Europe 1, Christine Rouzioux, professeure de virologie et membre de l'Académie de médecine, développait des trésors d'ingéniosité pour essayer de nous démontrer que nous serions, malheureusement, sans doute obligés de nous refaire vacciner tous les 3, 4, 6 mois car « l'immunité ne persiste pas beaucoup ». Il ne saurait y avoir de limite aux intérêts financiers...

A court terme, la situation risque de s'aggraver :

- Les conséquences économiques de la gestion de la crise vont s'amplifier provoquant chômage et faillites en cascade.
- La pression va augmenter sur la population, incluant de possibles mesures de reconfinement.
- La répression va également monter en puissance afin de tuer dans l'œuf la colère populaire qui va immanquablement grandir.
- La propagande de la peur va continuer à s'intensifier afin de maintenir la population en état de choc et de la soumettre.
- Cette tendance devrait s'intensifier jusqu'à l'arrivée du vaccin qui sera rendu obligatoire si la propagande n'a pas suffisamment convaincu la population pour qu'elle y aille de son plein gré (l'obligation vaccinale contre le SARCOV-2 est déjà annoncé au Royaume Uni).

La mise en vente d'un vaccin pourrait transitoirement conduire à un relâchement de la pression, mais nous ne croyons pas en un retour à la normalité. Nous pensons au contraire que la population va être soumise à une propagande croissante au service de puissants intérêts particuliers et contre son intérêt propre.

En tant que « psy », nous savons qu'il est essentiel, vital, de ne pas pérenniser indéfiniment un état d'exception et de revenir à une situation

normale le plus rapidement possible. C'est pourtant ce que s'obstine à faire le gouvernement.

- Quelles seront les conséquences psychologiques sur la population à long terme ?
- Nous ne pouvons pas douter un seul instant du fait que le pouvoir est parfaitement conscient de l'impact psychologique des mesures qu'il prend. Alors pourquoi agit-il ainsi ?

Ce texte propose un début de réflexion mais laisse de nombreuses questions sans réponse. Enfin, nous devons nous interroger sur la meilleure façon d'agir dans un tel contexte.

Protéger nos cerveaux et adopter une posture responsable.

Face à la situation dans laquelle nous nous trouvons, les citoyens doivent se mobiliser.

Paranoïa ou « folie raisonnante » collective

Le propre de la paranoïa est qu'elle développe une pensée pseudo-rationnelle qui a les apparences de la logique bien qu'elle soit déconnectée de la réalité. On parle de la « folie raisonnante » du paranoïaque. La paranoïa collective qui sévit actuellement, délibérément entretenue par le pouvoir, a une force de contagion bien supérieure à celle du virus lui-même. Dans ce contexte, nous devons donc avant tout reprendre le contrôle sur nos cerveaux. Nous devons nous réapproprier notre capacité de penser qui est notre bien le plus précieux. Nous devons sortir de la paresse intellectuelle et développer notre réflexion propre. Nous devons refuser d'offrir du « temps de cerveaux disponible » à des puissances qui, loin de servir notre intérêt, nous transforme inexorablement en poulets en batterie. Nous devons nettoyer notre cerveau d'années de propagande sournoise dont il est encombré.

Reprendre le contrôle sur nos cerveaux

Attendre encore du pouvoir un comportement favorable au bien-être de la population relève de l'infantilisme. Cela revient à se comporter comme un adolescent mécontent de ses parents mais incapable de devenir un adulte autonome construisant sa vie en toute indépendance. Un enfant dont les parents sont toxiques, pervers, malades, n'a rien à attendre d'eux. Il en est de même de la population à l'égard du pouvoir. Nous devons nous réveiller et devenir adultes intellectuellement.

La crise actuelle soulève de nombreuses questions pratiques : Comment se prémunir d'un pouvoir qui réduit chaque jour davantage nos libertés ? Comment survivre dans une société qui bascule dans la folie et ressemble de plus en plus à un hôpital psychiatrique à ciel ouvert ? Doit-on laisser nos enfants à l'école dans ces conditions, ou doit-on envisager une solution alternative ?

Comment protéger notre santé et celle de nos enfants ?

Depuis très longtemps, la Thérapie Provocatrice et Humaniste (TPH) s'intéresse à l'impact de la société sur les individus. C'est même un peu sa marque de fabrique. La situation actuelle ne fait que confirmer, de façon criante, la pertinence de cette orientation. La « guerre » menée contre la population étant de nature psychologique, nous devons développer des armes psychologiques pour nous défendre. Dans ce contexte, les professionnels de la santé mentale doivent se trouver en première ligne.

[Voir aussi : Covid-19 – Dr Louis Fouché : “On fouette votre mémoire traumatique, un peu comme un enfant battu...”]